

ONLINE ISSUE No: 300*Founded in 1954 by Beekrumsingh Ramlallah

Friday 18 Jan 2008

[Home](#)

[Contact Us](#)

email:
[mtimes@intnet.
mu](mailto:mtimes@intnet.mu)

EXPLORE

[Astrology](#)
[Cuisine](#)
[Fitness & Health](#)
[Learning](#)
[People](#)
[Spirituality](#)
[Women](#)

[Write to the Editor](#)

mtimes@intnet.mu

QUOTE OF THE WEEK

""There is no safety for honest men except by believing all possible evil of evil man."

--Edmund Burke

[Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil](#)



"Si le gouvernement veut vraiment démocratiser l'économie, il ne doit pas être l'otage des lobbies"

*** "Je souhaite voir plus de social dans le prochain budget. Ne serait-ce que pour atténuer la dureté du problème des prix »**

L'équilibre avant toute chose. Pour une démocratie saine et une population contente de son sort, soutient Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil. L'économie du pays doit projeter une image d'équilibre. Aussi lobbying, opportunisme de certains ou chantage ne devraient-ils pas influencer ceux qui prônent une politique pragmatique.

Mauritius Times : Ces dernières semaines la question du taux de change de la roupie est revenue sur le tapis aussi bien que la recherche d'un équilibre pour sauvegarder les intérêts à la fois des exportateurs et des consommateurs. Quelle appréciation faites-vous de la gestion de cette problématique par la Banque centrale ?

Eric Ng Ping Cheun : Je pense que le gouverneur de la Banque de Maurice (BoM), Rundheersing Bheenick, a adopté une approche diplomatique vis-à-vis des exportateurs textiles. Je ne dirai pas la même chose de la part de ces derniers. Ils nous ont refait un scénario décousu : on noircit les choses dans la presse, on obtient une réunion d'urgence avec la BoM, et on espère que le textile devienne le centre des préoccupations nationales. Mais cette tactique, qui a été efficace dans les années 1990, ne marche plus aujourd'hui.

Sauf erreur de ma part, on a un gouverneur qui ne se laisse pas impressionner par les gesticulations des uns et des autres, car il sait formuler sa propre opinion. Et puis, nous avons une population qui est beaucoup plus intelligente qu'on ne le croit. C'est insulter son intelligence que de lui dire que l'industrie textile ne peut survivre qu'avec la dépréciation de la roupie. Si les usines investissent et recrutent, c'est qu'elles ont accumulé des profits grâce à un accroissement de leur volume de production. Je ne connais aucun industriel qui ose prendre de nouveaux risques sur la seule base qu'il mise sur des taux de change favorables dans le futur.

Cela dit, le gouverneur et ses proches collaborateurs ont reçu les industriels textiles pour écouter ce qu'ils avaient à dire, en particulier sur l'évolution de la roupie. Il paraît que ce genre de rencontre s'insère dans le cadre des consultations régulières que la BoM entretient avec des *stakeholders*. Mais celle avec la *Mauritius Export Association* vendredi dernier fut très médiatisée et fut même l'objet d'un communiqué de presse de la BoM. Si chaque association pouvait se servir des médias pour recevoir autant d'attention de la banque centrale, ce serait ridicule.

Cette rencontre a été, en fait, une occasion pour M. Bheenick d'éclairer la position de la BoM sur la politique du change et de mettre les points sur les i. Je m'en tiens au contenu du communiqué de presse du 11 janvier 08 Je retiens deux phrases. Premièrement, *"it was re-emphasised that the policy of the Bank is not to have any exchange rate target but let exchange rates reflect the interplay of market forces and economic fundamentals."* Deuxièmement, *"the Bank remains committed to price stability as well as to orderly and balanced economic development in the context of rising global commodity prices."*

La BoM a été, on ne peut plus, clair : elle ne compte pas cibler un taux de change particulier en faisant déprécier ou apprécier délibérément la roupie, mais elle reste focalisée sur la stabilité des prix et sur le développement économique en général. C'est la mission de la BoM telle que définie dans sa constitution. Notre pays est catégorisé par le Fonds monétaire international comme celui ayant opté pour le régime de flottement indépendant des changes : la BoM laisse le marché dicter la valeur de change, sauf qu'elle peut intervenir pour atténuer des fluctuations brusques Je crois que M. Bheenick est quelqu'un qui aime travailler dans les paramètres définis par la constitution de la BoM.

*** Toujours sous ce rapport, un porte-parole du secteur privé réclamait récemment une intervention « dans l'intérêt de l'économie ». On aurait cru que l'intérêt du pays et de sa population allait primer sur toute autre**

considération, n'est-ce pas ?

-- Une intervention de la BoM pour faire déprécier la roupie sert les intérêts spécifiques des exportateurs, mais ne peut pas être « dans l'intérêt de l'économie ». Quand on parle d'économie, on se réfère, certes, à la production, aux producteurs. Mais les autorités monétaires ne doivent pas favoriser un groupe de producteurs au détriment d'autres groupes de producteurs. Tous créent des emplois et sont sujets à la même imposition. Les conditions d'entreprendre doivent être égales pour tous.

D'autre part, ce qui est dans l'intérêt de l'économie doit être dans l'intérêt de la population, comme vous le dites. La finalité de l'économie, c'est l'épanouissement de l'homme. Et l'homme s'épanouit par ce qu'il consomme, non pas seulement de pains mais aussi de culture et d'autres services. Bref, une économie qui prospère est une économie qui rend heureux le consommateur.

Je vous cite un célèbre dicton d'Adam Smith : « *Consumption is the sole end and purpose of production; and the interests of the producer ought to be attended to, only so far as it may be necessary for promoting that of the consumer.* » L'Etat peut promouvoir les intérêts des producteurs aussi longtemps que cela sert les intérêts des consommateurs. Sinon, il ne saurait accepter toutes les demandes des producteurs.

Ce qui m'amène à aborder un problème pernicieux de la démocratie : le jeu des lobbies. Ce jeu est institutionnalisé aux Etats-Unis où le lobbying est devenu une profession : les industriels paient des lobbycrates pour arracher des concessions ou des rentes auprès du gouvernement. Chez nous, le lobbying existe aussi, mais il est plus subtil et il se fait discrètement dans les coulisses du pouvoir. Ce qu'on appelle les représentants du secteur privé n'est que la vitrine du lobbying industriel. Quand ça ne passe pas, alors on utilise le relais des médias pour se faire entendre et pour pousser ses pions.

Une démocratie ne peut pas être une lobbycratie où c'est la loi du plus fort qui prime. Si le gouvernement veut vraiment démocratiser l'économie, il ne doit pas être l'otage des lobbies. Je crois savoir, heureusement, qu'on a un gouvernement qui ne se laisse pas dicter par des groupes de pression. Cependant, il ne doit pas tomber non plus dans l'autre extrême en refusant carrément d'écouter le secteur privé. Le dialogue est toujours essentiel à la bonne marche du pays.

*** Devrait-on continuer à subventionner nos exportateurs et l'industrie du tourisme à coups de dépréciation de notre monnaie ? Avez-vous l'impression que nos entrepreneurs n'arrivent pas à innover, à améliorer leur productivité de façon significative pour être plus compétitifs ?**

-- Vous avez raison d'utiliser le mot « subventionner », car il s'agit effectivement d'une subvention. Précisons aussi que cette subvention est monétaire, puisqu'elle n'est pas en nature. Ensuite, elle a une double conséquence négative sur

le consommateur et sur le contribuable.

Admettons que la BoM achète constamment des devises pour faire déprécier la roupie. Les importations des produits de consommation deviennent plus chères, et inévitablement leurs prix augmentent. Donc, les consommateurs paient un impôt d'inflation au profit des exportateurs.

D'autre part, en achetant des devises, la BoM crée des roupies en contrepartie et les injecte dans le système bancaire. Il y a ainsi excès de liquidités qui représente une source d'inflation potentielle. Pour éviter des pressions inflationnistes, la BoM peut retirer cet excédent de roupies du système en émettant des *Bank of Mauritius Bills*. Or le financement de ces *Bills* constitue une dépense pour la BoM dans son compte de résultats. Et moins la BoM est profitable à la fin de l'année, moins elle déclare des dividendes pour le gouvernement.

En 2003-04, la BoM avait acheté massivement des dollars pour contenir l'appréciation de la roupie. En retour, elle avait vendu des *Bank of Mauritius Bills* tel que le service de la dette de ceux-ci s'est élevé à Rs 868 millions. Cette politique avait affecté le solde opérationnel de la BoM qui enregistra une perte de Rs 378 millions. Ce fut une année exceptionnelle où la BoM n'avait pas pu donner des dividendes au gouvernement, causant un manque à gagner pour les contribuables.

Cela dit, les exportateurs ont engrangé beaucoup de « *windfall gains* » avec la dépréciation continue de la roupie vis-à-vis de l'euro ces dernières années. On ne peut pas crier au loup dès que la roupie s'apprécie sur quelques semaines. Il faut voir l'évolution de la roupie sur une longue période avant de pouvoir dire si on a une roupie forte ou une roupie faible.

Dans le document *Productivity and Competitiveness Indicators* de 2006 que vient de publier le Bureau central des statistiques, on voit que, sur la base de la moyenne des taux d'achat et de vente, la roupie s'est dépréciée contre l'euro de 6,8% en 2001, de 8% en 2002, de 11,6% en 2003, de 7,1% en 2004, de 6% en 2005 et de 8,1% en 2006. De Rs 24 en 2000, l'euro passait à Rs 39,51 en 2006, soit une appréciation totale de 65% de l'euro. Aujourd'hui, l'euro tourne autour de Rs 43. Je ne sais pas par quelle mathématique les exportateurs sortent perdants sur le change.

Les usines textiles achètent leurs machines et leurs matières premières en dollars. Or le dollar a perdu quatre roupies sur un an, passant de Rs 33 à Rs 29. Vous pouvez imaginer les gains de change pour ces entreprises dans leur budget de dépenses.

Il faut savoir gérer sa trésorerie sur plusieurs mois. De nos jours, aucune entreprise ne peut se permettre de ne pas avoir un gestionnaire de trésorerie. Les banques offrent des instruments de couverture des risques de change.

En même temps, il faut constamment innover sur les produits tout en cherchant des créneaux commerciaux. C'est dans la

gestion de l'entreprise qu'on trouvera des gains de productivité. Toute entreprise doit être compétitive sur ses propres forces. On ne peut pas manipuler la valeur de la roupie pour soutenir artificiellement un secteur particulier.

*** Vous savez probablement que la baisse du pouvoir d'achat affecte de plus en plus les Mauriciens de toutes les couches sociales mais principalement les pauvres et la classe moyenne. Les gens s'impatientent de voir une amélioration de leur vécu malgré les effets d'annonce quant aux résultats spectaculaires enregistrés au niveau macroéconomique. C'est pour quand le « trickle-down effect » ?**

-- Si l'on regarde la moyenne nationale, le pouvoir d'achat s'est accru entre 2000 et 2006, mais pas à la mesure de la productivité du travail. C'est ce que révèle le document *Productivity and Competitiveness Indicators* de 2006. Le revenu mensuel moyen a augmenté de 50,5% en termes nominaux, contre une hausse de 39,4% de l'indice des prix à la consommation. En termes réels, le revenu a progressé de 8%. Cependant, la productivité du travail s'est améliorée de 9%. Il aurait été plus juste que le revenu réel progresse au même rythme que la productivité du travail. Et il se pourrait qu'avec un taux d'inflation de 8,8% en 2007, le revenu réel ait reculé comme en 2006.

De plus, on parle ici de moyenne. Il faut admettre que ceux se situant en dessous de la moyenne sont les plus affectés par la hausse des prix. Et puis, on ne peut pas se contenter de voir son pouvoir d'achat stagner. Chacun aspire à ce que son pouvoir d'achat augmente d'année en année. C'est cela le progrès socio-économique.

Que faire ? D'abord, il est difficile pour un salarié de progresser rapidement sur l'échelle des salaires, sauf lorsqu'il obtient une promotion dans l'entreprise ou s'il change d'entreprise pour une meilleure rémunération. Dans le cadre des négociations tripartites sur la nouvelle législation du travail, je pense que c'est une occasion de légiférer pour obliger les employeurs à créer des comités d'entreprise.

Dans chaque entreprise, le patron, le management et des représentants des employés peuvent siéger sur ces comités pour discuter des perspectives salariales et d'autres conditions de travail. Les employés peuvent demander des informations sur la situation financière de l'entreprise et négocier des hausses salariales en fonction des résultats financiers.

Je dis aux syndicalistes : pourquoi se battre pour que les hausses salariales s'alignent sur les taux d'inflation ? Logiquement, la masse salariale d'une entreprise doit croître en fonction des revenus de l'entreprise, c'est-à-dire de sa capacité à payer. Les revenus d'une entreprise doivent normalement augmenter au même rythme, sinon plus fortement, que le taux d'inflation.

Il faut plutôt négocier des hausses salariales en fonction du taux de croissance du chiffre d'affaires ou du profit. C'est le seul moyen de permettre le « trickle-down effect » pour les salariés. Dans les entreprises performantes, et, elles sont

nombreuses dans une économie en croissance, je suis sûr que les taux de croissance du chiffre d'affaires ou du profit sont supérieurs au taux d'inflation. On a d'ailleurs vu des entreprises dans le secteur hôtelier offrir à tous leurs employés un ou deux mois de boni supplémentaires à la fin de l'année dernière.

J'estime que les entreprises profitables doivent accepter de jouer le jeu dans le contexte actuel où le pouvoir d'achat des salariés est miné par la hausse brutale des prix. Les employeurs doivent comprendre que le progrès économique n'est soutenable que dans un environnement où leurs employés se sentent bien. Il convient définitivement de réduire l'écart entre les riches et les pauvres. Si je ne me trompe pas, le président du Joint Economic Council a admis qu'il faudra résoudre ce problème.

Le « *trickle-down effect* » doit aussi se manifester pour les petites et moyennes entreprises. C'est ce qu'on attend de la politique gouvernementale de démocratisation de l'économie. Ici, il faut jouer à fond la sous-traitance de la part des grandes entreprises, quitte à légiférer dans ce sens, s'il le faut.

Pour ceux qui n'ont pas un emploi, une formation appropriée leur permettra d'être qualifiés pour un travail de salarié ou pour créer sa petite entreprise. C'est tout l'effort entrepris dans le cadre du *Empowerment Programme*. Ici, le « *trickle-down effect* » prendra du temps, mais c'est le seul moyen pour ces gens de sortir de la précarité.

*** Un collaborateur de notre journal posait les questions suivantes dans notre dernière édition : (a) est-ce que la baisse des monnaies étrangères face à la roupie ne devrait pas avoir une incidence immédiate sur les prix ? et (b) est-ce que la roupie ne devrait pas gagner plus de terrain pour faire chuter encore plus les prix... ? Que répondriez-vous à ses interrogations ?**

-- On constate effectivement que les gains d'appréciation de la roupie ne sont pas vraiment transmis aux prix de vente des produits importés. Ils auraient dû l'être. Du point de vue des commerçants, je peux comprendre qu'ils travaillent sur de petites marges en essayant de faire du volume. Dans le passé, face à la dépréciation de la roupie, ils ont rogné sur les marges pour éviter une hausse des prix afin de maintenir leurs ventes. Dans certains cas, celle-ci était, tout de même, inévitable, car il y avait d'autres augmentations de coûts, tels le fret et le carburant. Aujourd'hui, les commerçants essaient de réajuster leurs marges avec l'appréciation de la roupie.

Il n'empêche qu'un marché plus compétitif aurait dû inciter les commerçants à baisser leurs prix de vente. Malheureusement le marché domestique est restreint, tellement petit que des pratiques anti-concurrentielles ont cours dans la distribution. Je ne suis pas sûr qu'une loi sur la concurrence puisse mettre fin à de telles pratiques. Aussi, certains marchés sont captifs et fonctionnent sur des relations de copinage. La seule solution, selon moi, c'est d'ouvrir le marché le plus possible et de libéraliser le commerce en détaxant les produits. L'industrie locale va certainement souffrir, mais le consommateur en sortira

gagnant.

Pour répondre à la seconde partie de votre question, si la roupie continue de s'apprécier, il arrivera un point où les commerçants finiront bien par baisser les prix de vente. Car il y aura un effet d'aubaine qui sera exploité par un concurrent. Il suffira qu'un seul opérateur s'active pour que les autres se sentent obligés de le suivre pour ne pas perdre des parts de marché. C'est pourquoi, je le redis, il faut encourager le maximum d'opérateurs à entrer sur le marché.

*** Que peut-on faire de manière urgente et concrète pour faire baisser les prix ? Revoir la marge de profits des commerçants dans certains cas ?**

-- Je suis contre l'idée que l'Etat vienne dicter ce que doit être la marge de profits des commerçants. C'est un autre mode de contrôle des prix. Des commerçants fermeront à coup sûr : on tue donc la concurrence, ce qui va à l'encontre de l'objectif recherché. Une entreprise peut être profitable, mais pas rentable, c'est-à-dire que le retour sur l'investissement n'est pas suffisant pour justifier l'effort entrepreneurial et la prise de risques.

Si un secteur génère des profits énormes, cela éveillera d'autres entrepreneurs qui y trouveront une opportunité de faire des affaires en proposant des produits à meilleur prix. Du moment qu'on a un marché ouvert où n'importe qui peut entrer, il faut faire confiance à la concurrence. Celle-ci va de pair avec la liberté des prix qui est un processus de découverte permettant de signaler des activités profitables ou non profitables.

Tout cela peut paraître abstrait. Mais c'est justement pour cette raison que l'entrepreneur, et non le fonctionnaire, a la connaissance pratique pour agir dans le concret.

*** Kee Chong Lee Kwong Wing a cité cette semaine ce « laisser-aller » gouvernemental par rapport au monopole exclusif dont jouissent les multinationales et de gros commerçants comme explication à l'absence de compétition sur le marché local, d'où leurs marges de profits élevés. Etes-vous du même avis ?**

-- A ma connaissance, le secteur de la distribution n'est pas monopolistique au sens où il existe un seul acteur sur le marché. Il n'y a qu'à voir les campagnes de promotion agressives qui ont cours toutes les semaines. Mais sans doute y a-t-il des pratiques restrictives entre fournisseur et distributeur. Faut-il empêcher ces relations commerciales privilégiées ? Oui et non. La vraie question est de savoir si elles sont au bénéfice ou au détriment du consommateur.

Que l'éventuelle Commission de la concurrence ait le pouvoir d'enquêter sur ces pratiques. Si elles sont de nature à permettre de garder les prix bas, alors il n'y a pas lieu de les interdire, car c'est dans l'intérêt du consommateur. Dans le cas contraire, si c'est pour maintenir des prix élevés, alors il faut interdire ces pratiques.

Les économistes appellent ce procédé l'approche par le bilan

ou le bricolage économique : les avantages sont mis en balance avec les coups portés à la concurrence. C'est une sorte de troisième voie entre l'absolu concurrentiel (modèle de concurrence pure et parfaite) et le marché comme seule sanction.

*** Estimez-vous que la State Trading Corporation puisse jouer un rôle de contrepoids effectif dans le secteur de l'importation et de la distribution ?**

-- Autant je ne suis pas pour l'abolition de la *State Trading Corporation* (STC), autant je suis contre l'idée qu'elle agisse comme une entreprise commerciale privée. La STC a sa raison d'être pour assurer que la population ait accès à des denrées de base (le riz, la farine) à des prix raisonnables. Ces prix sont subventionnés par l'Etat, mais l'île Maurice étant ce qu'elle est, il faut accepter cela pour la stabilité sociale du pays.

Maintenant, si vous me dites que la STC doit pouvoir aussi importer et commercialiser des pierres précieuses ou d'autres produits qui ne sont pas de première nécessité, là, on n'est plus dans la logique d'une économie de marché. Il est totalement injuste qu'on ait une entreprise d'Etat, subventionnée par l'argent du contribuable, qui soit en compétition avec une entreprise privée qui lutte avec ses propres moyens financiers. Malgré tout, une compagnie gérée par des fonctionnaires obéissant au pouvoir politique ne sera pas efficace au sens économique du terme. Enfin, l'Etat ne saurait être régulateur, facilitateur, importateur, distributeur et producteur à la fois.

*** Pensez-vous que la situation va se détériorer, malgré tout, avec l'inflation importée, due à la flambée des cours pétroliers, des denrées alimentaires et de la hausse du fret ?**

-- Le monde est entré dans une ère de grande inflation. Aucun pays n'échappe à l'inflation mondiale, que ce soit les Etats-Unis, l'Europe ou la Chine. Les cours des matières premières – minerais, énergétiques et alimentaires – vont continuer de monter, et ce n'est pas de sitôt qu'ils s'arrêteront. Donc, la question n'est pas de savoir comment combattre la hausse des prix, mais comment vivre avec la hausse des prix.

Essayons d'accroître le pouvoir d'achat en général : on incite les entreprises à créer des emplois de sorte que tous les membres d'une famille aient un emploi et augmentent ainsi le revenu familial. Essayons de développer l'agro-industrie : si notre pays est trop petit pour générer des économies d'échelle, il faut explorer des opportunités de partenariat avec nos voisins. Essayons de produire des énergies alternatives : si ce n'est pas viable au plan local, que le gouvernement encourage au moins les ménages à utiliser l'énergie solaire en détaxant complètement les appareils équipés pour cela. Il paraît que le *Central Electricity Board* n'aime pas cette idée parce que ses revenus diminueront...

Au pire, il faudrait étendre le contrôle des prix ou accroître les subventions de l'Etat. Mais encore faut-il générer plus de croissance économique pour que plus de recettes fiscales

entrent dans les caisses de l'Etat...

*** Par ailleurs, il y a, d'une part, l'exigence de poursuivre la réforme et, d'autre part, celle de faire bénéficier à la population, déjà frappée par la hausse du coût de la vie, des retombées des résultats positifs sur le plan macroéconomique. Peut-on réconcilier ces deux exigences ? Ou est-ce trop tôt ?**

-- Sur le plan macroéconomique, il y a un seul indicateur qui inquiète : c'est l'inflation. Ces deux dernières années, on a eu une inflation cumulative de 18,5%. C'est excessif, mais on en connaît les raisons. Or j'anticipe une inflation de 7% sur un an en juin prochain. J'admets que c'est un taux encore élevé. Il faudra attendre l'année prochaine pour espérer voir l'inflation tomber à 5%.

Entre-temps, le taux de chômage, qui est actuellement de 8,8%, devrait passer sous la barre des 8%. Plusieurs milliers d'emplois sont disponibles dans le textile, la construction, le tourisme, les services financiers, les services professionnels, les centres d'appel et les technologies de l'information et de la communication. Il est à noter que ces deux dernières années ont vu une création nette de 19 200 emplois.

Bref, et le chômage et l'inflation sont dans une tendance baissière : on est dans la bonne direction.

*** On saura, dans quelques mois, si la politique prendra le dessus sur l'économie dans le deuxième Budget de M. Sithanen, ou si celui-ci sera fait dans « l'intérêt de l'économie », comme dirait l'autre... Personnellement que souhaiteriez-vous voir dans ce Budget ?**

-- Les deux premiers budgets du présent gouvernement ont créé une nouvelle architecture fiscale et des mesures de facilitation des affaires qui ont insufflé une nouvelle incitation à l'entrepreneuriat et à l'effort individuel. Je dirais qu'on a choisi un judicieux « software » Le précédent gouvernement, lui, a établi un bon « hardware » en lançant le *Seafood Hub* et l'*Integrated Resorts Scheme*, entre autres. Le « software » entre bien dans le « hardware ».

En ce début d'année, le secteur privé est dans un *mood* optimiste. Je ne vois pas ce que le gouvernement peut lui donner de plus, sauf un soutien moral et psychologique. En conséquence, je souhaite voir plus de social dans le prochain budget. Ne serait-ce que pour atténuer la dureté du problème des prix.

“Le gouverneur de la Banque de Maurice (BoM), Rundheersing Bheenick, a adopté une approche diplomatique vis-à-vis des exportateurs textiles. Je ne dirai pas la même chose de la part de ces derniers. Ils nous ont refait un scénario décousu : on noircit les choses dans la presse, on obtient une réunion d'urgence avec la BoM, et on espère que le textile devienne le centre des préoccupations nationales. Mais cette tactique, qui a été efficace dans les années 1990,

ne marche plus aujourd'hui. Sauf erreur de ma part, on a un gouverneur qui ne se laisse pas impressionner par les gesticulations des uns et des autres..."

"Une intervention de la BoM pour faire déprécier la roupie sert les intérêts spécifiques des exportateurs, mais ne peut pas être « dans l'intérêt de l'économie ». Quand on parle d'économie, on se réfère, certes, à la production, aux producteurs. Mais les autorités monétaires ne doivent pas favoriser un groupe de producteurs au détriment d'autres groupes de producteurs. Tous créent des emplois et sont sujets à la même imposition. Les conditions d'entreprendre doivent être égales pour tous..."

"Le jeu des lobbies -- Ce jeu est institutionnalisé aux Etats-Unis où le lobbying est devenu une profession : les industriels paient des lobbycrates pour arracher des concessions ou des rentes auprès du gouvernement. Chez nous, le lobbying existe aussi, mais il est plus subtil et il se fait discrètement dans les coulisses du pouvoir. Ce qu'on appelle les représentants du secteur privé n'est que la vitrine du lobbying industriel. Quand ça ne passe pas, alors on utilise le relais des médias pour se faire entendre et pour pousser ses pions...."

"Une démocratie ne peut pas être une lobbycratie où c'est la loi du plus fort qui prime. Si le gouvernement veut vraiment démocratiser l'économie, il ne doit pas être l'otage des lobbies. Je crois savoir, heureusement, qu'on a un gouvernement qui ne se laisse pas dicter par des groupes de pression. Cependant, il ne doit pas tomber non plus dans l'autre extrême en refusant carrément d'écouter le secteur privé. Le dialogue est toujours essentiel à la bonne marche du pays..."

"Les entreprises profitables doivent accepter de jouer le jeu dans le contexte actuel où le pouvoir d'achat des salariés est miné par la hausse brutale des prix. Les employeurs doivent comprendre que le progrès économique n'est soutenable que dans un environnement où leurs employés se sentent bien. Il convient définitivement de réduire l'écart entre les riches et les pauvres. Si je ne me trompe pas, le président du Joint Economic Council a admis qu'il faudra résoudre ce problème...."

"Un marché plus compétitif aurait dû inciter les commerçants à baisser leurs prix de vente. Malheureusement le marché domestique est restreint,

tellement petit que des pratiques anti-concurrentielles ont cours dans la distribution. Je ne suis pas sûr qu'une loi sur la concurrence puisse mettre fin à de telles pratiques. Aussi, certains marchés sont captifs et fonctionnent sur des relations de copinage. La seule solution, selon moi, c'est d'ouvrir le marché le plus possible et de libéraliser le commerce en détaxant les produits..."

"A ma connaissance, le secteur de la distribution n'est pas monopolistique au sens où il existe un seul acteur sur le marché. Il n'y a qu'à voir les campagnes de promotion agressives qui ont cours toutes les semaines. Mais sans doute y a-t-il des pratiques restrictives entre fournisseur et distributeur. Faut-il empêcher ces relations commerciales privilégiées ? Oui et non. La vraie question est de savoir si elles sont au bénéfice ou au détriment du consommateur...."

"Autant je ne suis pas pour l'abolition de la *State Trading Corporation* (STC), autant je suis contre l'idée qu'elle agisse comme une entreprise commerciale privée. La STC a sa raison d'être pour assurer que la population ait accès à des denrées de base (le riz, la farine) à des prix raisonnables. Ces prix sont subventionnés par l'Etat, mais l'île Maurice étant ce qu'elle est, il faut accepter cela pour la stabilité sociale du pays.

Maintenant, si vous me dites que la STC doit pouvoir aussi importer et commercialiser des pierres précieuses ou d'autres produits qui ne sont pas de première nécessité, là, on n'est plus dans la logique d'une économie de marché ..."

"Les deux premiers budgets du présent gouvernement ont créé une nouvelle architecture fiscale et des mesures de facilitation des affaires qui ont insufflé une nouvelle incitation à l'entrepreneuriat et à l'effort individuel. Je dirais qu'on a choisi un judicieux « software » Le précédent gouvernement, lui, a établi un bon « hardware » en lançant le *Seafood Hub* et l'*Integrated Resorts Scheme*, entre autres. Le « software » entre bien dans le « hardware »..."

Copyright © 2005 Mauritius Times.

All rights reserved. Website designed and maintained by the [Staff of Mauritius Times](#).

